

Accord professionnel national

MENUISERIES

■ *Journal officiel* du 14 juillet 2005

Arrêté du 29 juin 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans les industries des menuiseries, des charpentes et constructions industrialisées et des portes planes

NOR : SOCT0511210A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord national professionnel du 15 décembre 2004 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie dans les industries des menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et des portes planes ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 10 février 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 30 mai 2005,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, les dispositions de l'accord national professionnel du 15 décembre 2004 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie dans les industries des menuiseries, charpentes et constructions industrialisées et des portes planes, à l'exclusion des termes « de la moitié » de la première phrase du premier alinéa de l'article 17-8 (En cas de départ du salarié), comme étant contraire à l'article L. 933-6 du code du travail.

Les deux premiers alinéas de l'article 16 (Date anniversaire pour l'appréciation de l'ancienneté) sont étendus sous réserve de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 933-2 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

Le sous-directeur de la négociation collective,

P. FLORENTIN

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/2, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.